

Theresa May joue le tout pour le tout

Contre toute attente, la Première ministre convoque des élections générales anticipées. Celles-ci auront lieu le 8 juin prochain. May espère ainsi renforcer la majorité

conservatrice et avoir les coudées franches dans le cadre des négociations avec l'Union européenne sur le Brexit. Décryptage.

LE RÉSUMÉ

Theresa May a créé la surprise en appelant à la tenue d'élections législatives anticipées le 8 juin.

Un pari destiné à renforcer sa majorité parlementaire en vue des négociations du Brexit.

JOHANN HARSCOËT
À LONDRES

Quand cette décision a-t-elle été prise ?

En pleine crise américano-russo-syrienne, la semaine dernière, les observateurs attentifs de la vie du 10 Downing Street avaient noté la curieuse escapade de Theresa May dans le nord montagneux du Pays de Galles, à Snowdonia, pour cinq jours de randonnées. Chacun s'est demandé où ses pensées profondes, politiques bien sûr, philosophiques sans doute, l'avaient menée.

La réponse est plus spectaculaire que ce qui avait été imaginé, puisque Theresa May renie son engagement maintes fois répété de ne pas convoquer d'élections générales avant le terme de 2020.

La décision a été officiellement prise hier matin, à l'occasion d'une réunion avec ses ministres. L'annonce d'un discours imminent a été transmise aux médias une heure avant.

Quand aura lieu le scrutin ?

La date du 8 juin a été retenue. La seule étape est le vote des députés à la Chambre des Communes, prévu aujourd'hui, qui doit valider l'anticipation de ces élections. Les deux tiers des parlementaires doivent donner leur accord, ce qui ne posera pas de souci puisque les partis de l'opposition, notamment le Labour, se sont d'ores et déjà dits favorables à l'organisation de cette élection. Ce sera une campagne éclair, puisque seulement six semaines séparent le vote d'aujourd'hui de l'organisation du scrutin.

Pourquoi ces élections anticipées ?

Dans un court discours prononcé devant le

10 Downing Street, Theresa May a indiqué que « nous avons besoin de nouvelles élections et nous en avons besoin maintenant. Nous avons une opportunité unique de le faire pendant que l'Union européenne définit sa position et avant d'entrer dans le vif des négociations ». Elle a estimé que « parce que la majorité parlementaire est réduite, nos opposants pensent que notre détermination va faiblir et qu'ils peuvent nous forcer à changer de cap. Ils se trompent. Selon la Première ministre, l'enjeu est simple: il y aura un choix entre un pouvoir fort et stable, dans l'intérêt national, avec moi-même en tant que Première ministre, ou un gouvernement de coalition faible et instable. »

Quel est le gain électoral potentiel pour la majorité sortante ?

Le parti conservateur avait renforcé ses positions à la Chambre des Communes lors des élections de 2015, avec 330 sièges (sur 650) contre 306 lors du scrutin de 2010 (qui avait abouti à un gouvernement de coalition avec le parti libéral-démocrate). Theresa May a hérité de ce groupe parlementaire en étant désignée Première ministre, sans être élue. Les sondages suggèrent que le parti conservateur pourrait renforcer ses positions,

puisque 44% des électeurs indiquent qu'ils voteraient pour l'actuel parti majoritaire si des élections avaient lieu demain. Soit une nette appréciation potentielle par rapport aux 36,9% de voix enregistrées en 2015.

Quelle est la situation politique du Royaume-Uni ?

Elle est d'une complexité inédite en temps de paix. À tout point de vue, le piège du Brexit est en train de se refermer.

- Les négociations avec l'Union européenne sur les conditions du Brexit s'annoncent beaucoup plus dures que prévu.

- Les annonces de départs ou de transferts d'activités de grandes entreprises se sont multipliées ces dernières semaines, avec de sérieuses questions sur l'avenir de la City, l'un des poumons de l'économie britannique. Celle-ci a bien résisté jusqu'à présent, mais le Brexit n'est pas encore effectif et l'impact économique pourrait être étalé sur plusieurs décennies.

- L'Écosse, pro-européenne, compte organiser rapidement un deuxième référendum sur son indépendance.

- L'Irlande du Nord, également pro-européenne, présente des signes de fébrilité qui semblaient oubliés depuis l'accord du vendredi saint de 1998, avec notamment des questions sensibles sur la frontière avec l'Irlande, qui fera toujours partie de l'Union européenne après 2019.

- Le Royaume-Uni a affiché stratégique-

ment sa proximité avec les États-Unis pour s'affirmer face à l'Union européenne, mais est aujourd'hui déstabilisé par le cavalier seul et l'imprévisibilité de Donald Trump face à la Russie, la Syrie, l'Iran, la Corée du Nord et l'État islamique.

Un deuxième référendum quel ne dit pas son nom ?

La campagne aura une forme ubuesque puisque les électeurs vont devoir choisir des députés qui, pour leur très nette majorité, ont voté contre le Brexit. Y compris au sein du parti conservateur puisque près des 3/5^{es} des députés tories avaient voté pour le maintien. Ce sont les mêmes qui devront aller à des meetings politiques assumer leur positionnement perdant de juin 2016... tout en développant l'idée, aujourd'hui opposée, que le Parlement doit être fort pour négocier un Brexit dur face aux futurs ex-partenaires européens.

Ce cas de figure électoral est donc absolument inédit. Et aux résultats incertains. Car dix mois après le référendum, les Britanniques restent profondément divisés sur la pertinence de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (environ 44% dans chacun des deux côtés, et 12% qui ne savent pas).

Quelles sont les conséquences potentielles sur le Brexit ?

À ce jour, le Brexit n'est jamais qu'une lettre remise en main propre à Donald Tusk après un transfert de Downing Street à Bruxelles par Eurostar. La sortie effective du Royaume-Uni de l'Union européenne est prévue en mars 2019, avec ou sans accords entre les deux parties.

À court terme, l'organisation de ces élections est plutôt de nature à fragiliser un peu plus le Royaume-Uni dans le cadre des négociations avec l'Union européenne, qui seront maintenues, mais à un rythme très poussé.

À long terme, le résultat de ces élections peut changer du tout au tout la forme du Brexit. Le leader du parti libéral-démocrate, Tim Farron, a indiqué que ces élections étaient « une opportunité pour changer l'orientation du pays » en « évitant un Brexit dur désastreux ».

Dans tous les cas, la remise en cause du Brexit, en soi, n'est pas imaginable aujourd'hui.

Que se passera-t-il en cas de défaite des conservateurs ?

Paradoxalement, un échec électoral n'aurait pas des conséquences si catastrophiques, en comparaison du scénario extrêmement in-

quiétant qui se dessine de mois en mois.

Le positionnement de May, plus stratégique que choisi, en faveur d'un Brexit dur, a en effet fait oublier aux Européens qu'elle était clairement favorable au maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Il y a exactement un an, dans ce qui avait probablement été le meilleur discours pro-européen de la campagne référendaire, elle expliquait aux Britanniques qu'il était « dans notre intérêt de rester membre de l'Union européenne ».

L'objectif premier de ces élections générales est d'avoir les coudées franches dans le cadre des négociations avec l'Union européenne. Mais en cas d'échec, aussi surprenant que cela puisse paraître, Theresa May pourrait trouver un certain soulagement à être forcée d'infléchir la position officielle du Brexit dur. Ce qui aurait pour conséquence non négligeable d'aider à éviter le démantèlement de plus en plus possible du Royaume-Uni, entre autres développements incontrôlables.

MARCHÉS LA LIVRE REBONDIT, LE FOOTSIE FAIBLIT

L'annonce surprise d'élections anticipées au Royaume-Uni a également provoqué une vive réaction sur les marchés financiers. La livre sterling a brusquement décroché en milieu de matinée, à l'annonce d'une conférence donnée par Theresa May à l'extérieur de son bureau de Downing Street – un format plutôt inhabituel et annonciateur d'une information majeure. Le monnaie britannique a ensuite pris le chemin inverse, retrouvant son niveau de février. « Cela [les élections] n'est pas considéré comme particulièrement négatif, du moins pour le moment », explique Simon Derrick, responsable de la stratégie de marché de Bank of New York Mellon à Londres. « Je suppose que les gens imaginent que Theresa May pourrait y gagner une majorité plus solide, ce qui offrirait davantage de stabilité sur la période immédiatement après la sortie de l'UE. » La Bourse de Londres a par contre accusé le coup, plombée par ce rebond de la livre. Son indice phare, le Footsie, a clôturé en baisse de 2,46%. Soit l'une des pires séances depuis le vote du Brexit. « Ces élections ajoutent une nouvelle couche d'incertitude, et la volatilité risque de grimper dans les prochaines semaines » estime Neil Wilson, analyste chez ETX Capital. J.G.

LIVRE STERLING EN EURO

